

tout entier, dont il avait fait un vaste camp, se soumit au régime de l'obéissance militaire, ce n'était pas trop que de lui donner chaque jour, en échange de ses droits méconnus, les glorieuses compensations de la victoire. Donc, la paix était impossible ; donc, la diplomatie n'avait rien à faire, et ne traita jamais que des questions chimériques ; donc, toutes les difficultés dont elle s'occupait alors avaient leur solution réelle sur les champs de bataille ; donc, l'histoire de ces temps est ailleurs que dans les archives des cabinets. Il n'est pas fort important de savoir comment fut colorée telle ou telle agression, et si tel ou tel prétexte suffisait à une rupture d'ailleurs indispensable. Le fait ici domine le droit. Point d'autre légitimité que celle de la force, pas d'autres arguments que des canons et des soldats. Talleyrand ne sert qu'à poser les problèmes ; Murat les résout. Qu'importe les protocoles de l'un : Contre-nous les charges de l'autre.

Bien que ces idées, par leur clarté même, soient très séduisantes, nous pensons qu'elles annulent, et sans cause suffisante, toute une portion de l'histoire impériale. Nous le pensons surtout aujourd'hui que l'excellent travail de M. A. Lefebvre est venu jeter des clartés nouvelles sur le sujet déjà traité par M. Bignon. Le père de M. Lefebvre fut un des diplomates le plus fréquemment et le plus utilement employés par l'empereur. Appelé à connaître la plupart des hommes politiques de son temps, et mis en relations personnelles avec plusieurs souverains, il avait rassemblé les éléments d'une histoire de la diplomatie française depuis 1789 jusqu'en 1815. Ce travail, qui était entrepris par ordre du gouvernement des Bourbons, pour l'usage exclusif des affaires étrangères, étant inachevé quand mourut celui qui l'avait entrepris, les notes, les documents, les analyses de traités, les correspondances, passèrent dans les mains de son fils, heureusement digne d'un si précieux héritage, et qui nous le transmet aujourd'hui.

Nous regardons comme assez important, avant de nous en occuper plus en détail, de constater la nature particulière, et les limites essentielles du récit qui nous est fait. Ainsi que le titre le dit très suffisamment, ce n'est pas une histoire de l'empire que M. Lefebvre a voulu écrire. De ce vaste sujet, il n'entend aborder qu'une seule face, et sans renoncer à expliquer quand il le faut la création ou la rupture de nos relations diplomatiques par les vicissitudes de notre histoire intérieure, c'est l'attitude du gouvernement français à l'égard des puissances étrangères, c'est le caractère de ses relations avec chacune d'elles, ce sont les alliances tour à tour formées et rompues, les influences favorables ou contraires, le désaccord des secrètes tendances et des manifestations officielles qu'il entend principalement nous faire connaître. Les campagnes ne sont pour lui, à son point de vue tout spécial, que les préliminaires d'une paix avantageuse, ou les conséquences d'une paix mal assise. La reconstitution intérieure du pays, les conditions de prospérité ou de malaise qui lui firent tour à tour bénir et détester le régime violent de l'empire ; la tradition de servilité administrative qui se créa durant ces quinze années ; la vie cachée, la force mystérieuse et latente du principe démocratique, auquel, dans ses derniers jours de lutte, l'homme du destin fit un appel tardif ; tous ces sujets et beaucoup d'autres encore sont écartés, ou réservés, avec trop de scrupule peut-être, par l'historien diplomatique.

Le traité de Campo-Formio doit être con-

sidéré comme le point de départ de toutes les négociations entreprises ultérieurement par Napoléon. Ce fut son œuvre, à lui seul. Les directeurs de la république ne voulaient à aucun prix, et sous aucune condition, livrer Venise à l'Autriche (1), lui ouvrir ainsi l'entrée de la Lombardie, déconsidérer la France par un abandon déloyal, et donner à l'empereur les premiers éléments d'une puissance maritime. Mais le jeune général, entouré au château de Montebello par les plénipotentiaires de l'Allemagne, du pape, de Gènes, de Venise, de Naples, du Piémont et de la République Helvétique, chargé de débattre avec eux les plus graves intérêts qui eussent été simultanément mis en question depuis Charlemagne, pressentait déjà sa grandeur future, et, sans attendre qu'on limitât ses pouvoirs, il agissait en homme certain de n'être pas désavoué. Calculant ses forces, et doutant des résultats d'une nouvelle campagne, il voulait profiter, pour en finir avec l'Autriche, de l'ascendant moral que lui donnaient vingt victoires éclatantes. Paris d'ailleurs l'appelait, et il est permis de penser que la nécessité d'y repaître lui dicta cette scène violente à la suite de laquelle le négociateur autrichien, saisi de terreur, signa les articles long-temps débattus qui portaient au Rhin et sur les Alpes maritimes la frontière de la république française, lui donnaient les Flandres, les îles Ioniques, Mantoue en Italie, Mayence en Allemagne, et conduisaient à côté d'elle la république Cisalpine, qui allait avoir bientôt plus d'une sœur.

Toutes les pensées qui dirigèrent plus tard l'empereur étaient en germe dans la tête du capitaine victorieux. Vous trouverez dans ses lettres confidentielles au Directoire le conseil de songer à conquérir Malte et Corfou, les deux points principaux de la Méditerranée ; le dessein d'occuper l'Égypte, et de paralyser ainsi la puissance anglaise dans l'Inde. Vous y trouverez enfin le premier, le principal mobile de la politique ultérieurement adoptée par le premier consul : je veux dire son antipathie raisonnée contre les Anglais. Leur puissance aristocratique l'effarouchait, leurs intrigues, leur esprit d'entreprise, leur habileté à corrompre, la persévérance de leurs vues, l'intelligente prévoyance de leurs menées, lui portaient ombrage. " Il est indispensable, écrivait-il de Passeriano, que la monarchie anglaise soit détruite. Concentrons notre activité sur la marine, écrasons cette rivale, et l'Europe est à nos pieds (2). "

Pendant les interminables conférences de Rastadt, en revanche, le cabinet anglais, présentant la rivalité terrible dont il était menacé, ne négligeait rien pour rallumer la guerre sur le continent. Il dénonçait à la Prusse l'exclusion qui la privait de tout droit aux indemnités germaniques ; il montrait à tous les gouvernements absolus, sur la carte européenne, ce réseau compacte de républiques qui déjà s'étendait du Texel aux extrémités de la Calabre ; il dénonçait la France comme aspirant désormais à une domination universelle ; et, dénaturant à plaisir l'aspect des choses, le sens des mots, l'aristocratie anglaise se déclarait la grande protectrice de l'indépendance des nations, le dernier rempart de la liberté en Europe. L'invasion de la Suisse et des États-Romains donnait quelque vraisemblance à ses paroles, quelques poids à ses conseils ; ils furent écoutés, et l'hydre de la coalition releva une fois encore ses têtes sans cesse renaissan-

(1) V. les *Dépêches secrètes* de Barras, 8 septembre 1797.

(2) 18 octobre 1797.

tes. Napoléon s'en étonna-t-il ? en éprouva-t-il le moindre désappointement ? Nous ne le croyons pas. Dans ces curieuses conférences avec Cobentzel, où celui-ci lui offrait si naïvement une principauté allemande de 250 mille âmes, il avait laissé voir sa secrète pensée. L'heure était prénée où il renverserait le Directoire, " ce ridicule gouvernement d'avocats. " Mais pour cela, il lui fallait une guerre ; il l'attendait et la désirait sans doute. Peut-être faut-il voir l'intention de la provoquer dans quelques prétentions nouvelles, qui surgirent tout à coup au congrès de Rastadt, où les plénipotentiaires français demandèrent inopinément les îles du Rhin. Kehl et son territoire, Cassel et son territoire, une tête de pont à Huningue, la démolition d'Ehrenbreistein. L'Autriche était d'autant moins disposée à céder sur tous ces points que la Russie et l'Angleterre venaient de s'engager à descendre dans la lice qu'allait ouvrir un refus. Elle ne pouvait en vérité prévoir le résultat des campagnes de 1799, les caprices de Suwarow et la politique jalouse du cabinet de Saint-Petersbourg, que devaient effaroucher également les succès ou la défaite des troupes confédérées.

Nous voici arrivés au moment où le 18 brumaire a remis entre les mains de Napoléon les destinées de la république. Le lendemain, dit M. Lefebvre, il avait à choisir entre trois partis : jouer le rôle de Monck et rappeler les Bourbons, continuer la politique révolutionnaire, se poser comme médiateur entre la révolution et l'Europe. Le premier parti ne pouvait convenir à l'homme du 13 vendémiaire, au vainqueur de Mantenotte et de Rivoli. Quant au second, il offrait, — M. Lefebvre en convient, — à côté de périls immenses, une grandeur idéale.

" Animé du double génie des batailles et des révolutions, Bonaparte eût disposé d'une puissance prodigieuse, puissance à la fois matérielle et morale. Si, l'épée dans une main et la réforme dans l'autre, il se fût élancé à la tête de la démocratie française, appelant tous les peuples à la liberté, déclarant la guerre à tous les trônes, à toutes les oligarchies, qui peut mesurer son action sur les destinées de l'Europe ? Bien certainement, il l'eût remuée dans ses profondeurs ; il eût changé sa constitution morale et politique (1). "

S'il n'embrassa point cet apostolat redoutable et grandiose, ce fut par des motifs assurément moins désintéressés que ceux dont M. Lefebvre veut bien lui faire honneur. Non, Bonaparte ne pesa point les chances de la démocratie française ; non, il n'étudia pas sincèrement et de bonne foi les conditions auxquelles ce principe fécond et vivace pouvait grandir et porter ses fruits. Dès le principe, au contraire, il mit tous ses soins à étouffer, disons mieux à confisquer ce qui subsistait encore de dévouement patriotique et de croyance à la liberté. Il faut méconnaître à plaisir le sens de chacune de ses paroles et de chacun de ses actes ; il faut s'amuser à quelques parades républicaines dont il masqua ses premières manœuvres anti-révolutionnaires, pour croire qu'il voulût, ne fût-ce qu'un moment, imiter ce Washington dont il fit hypocritement porter le deuil à la France.

Quoiqu'il en soit, le lendemain du 18 brumaire, il se trouva vis à vis de toute l'Europe armée contre nous, à l'exception de la monarchie prussienne, dont le chef timide, " démocrate à sa manière, " sympathisait à certains égards avec les tendances égalitaires de la révolution française. L'Angleterre

(1) *Introduction*, p. 13.